



## Politique au Luxembourg

03 avril 2019 12:02; Act: 03.04.2019 15:54

# Pas d'accord sur la fiscalité ni sur les salaires

**LUXEMBOURG** - La réunion annuelle de dialogue social entre le gouvernement et les partenaires sociaux, mercredi, a été l'occasion pour chacun de faire part de son point de vue.



Les syndicats et le patronat s'opposent notamment sur la fiscalité. (photo: L'essentiel/Marion Mellinger)

Une faute?

«Le Luxembourg va continuer son expansion économique même si les perspectives sont assombries par une détérioration de l'environnement extérieur», a indiqué d'emblée le gouvernement. Selon le dernier rapport du semestre européen de la Commission européenne, les finances publiques du Grand-Duché restent saines avec une dette publique brute aux alentours de 20%. Le gouvernement continue également de respecter les objectifs de son programme pluriannuel avec une dette inférieure à 30% du PIB et le respect de l'objectif budgétaire à moyen terme.

La Commission salue les efforts réalisés par le gouvernement en ce qui concerne l'emploi des personnes âgées pour améliorer notamment la viabilité à long terme du système de pension. Des progrès ont également été enregistrés concernant la fiscalité «agressive» du Grand-Duché.

## **Syndicats et patronat en désaccord**

Parmi les principaux défis auxquels le Luxembourg va devoir faire face figure la question du logement. L'ensemble des partenaires sociaux s'accorde à dire qu'il faut trouver une solution. Selon les syndicats, «il faut lutter contre l'évolution des prix et contre toute spéculation des terrains à bâtir en plus d'élargir l'offre», explique André Roeltgen (président de l'OGBL). «Des solutions doivent être trouvées pour permettre aux gens de trouver des logements abordables et réduire en partie le problème de trafic routier frontalier», complète Christophe Knebler (secrétaire général adjoint du LCGB).

En ce qui concerne la fiscalité, les syndicats et le patronat ne sont pas du tout d'accord. Les syndicats demandent à ce que le salaire minimum ne soit plus imposé. La dernière réforme fiscale avait éludé la question. Pour Nicolas Buck (président de l'UEL), «les entreprises luxembourgeoises doivent être compétitives». La hausse du salaire social minimum et l'introduction de jours de congés supplémentaires ne passent toujours pas auprès du patronat.

### **«Nous voulons un pays compétitif»**

«La Commission européenne encourage la croissance salariale. Et c'est une bonne chose. Cela passe par la revalorisation des salaires partout en Europe mais aussi au Luxembourg. Nous souhaiterions également que les prestations en espèces (NDLR: allocations familiales, aide au logement, etc.) soient indexées au coût de la vie mais également par le biais d'une augmentation périodique en fonction de l'évolution des revenus au Luxembourg», précise le président de l'OGBL.

En guise de conclusion, le Premier ministre Xavier Bettel a tenté de concilier les points de vue de chacun: «Nous voulons un pays compétitif où les entreprises ont envie de s'installer. Il faudrait aussi que les gens qui travaillent dans les entreprises ne soient pas considérés comme des numéros mais qu'ils aient l'impression de participer au succès de leur société. Par ailleurs, les patrons doivent prendre conscience que si l'entreprise va bien c'est aussi grâce à ses employés», a-t-il conclu.

(Marion Mellinger/L'essentiel)